



"La politique de libre circulation des ressortissants européens ne doit pas être remise en cause".



Auteur : Jacques Barrot

La Fondation Robert Schuman publie un entretien d'Europe avec Jacques Barrot, ancien vice-président de la Commission européenne et membre du Conseil d'administration de la Fondation. Interrogé sur le drame de Lampedusa, il estime qu'il est "celui d'une Europe qui n'est pas assez solidaire de ses Etats membres périphériques". Par ces temps de populisme où les Etats membres peuvent être tentés de fermer leurs frontières, Jacques Barrot plaide pour que "la politique de libre circulation des ressortissants européens ne [soit] pas remise en cause".

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Tadeusz Mazowiecki - Immigration - Régions - Identité **Elections :** Rép. tchèque - Géorgie **Crise financière :** Allemagne - Espagne - France - Grèce - Royaume-Uni **Conseil européen :** Conclusions **Commission :** TVA - Programme 2014 - Asie/Commerce - Syrie **Parlement :** Aung San Suu Kyi - Budget - Santé - Espionnage - Immigration - Crime organisé **Conseil :** Avenir/UE - Social **Diplomatie :** Syrie **Cour de Justice :** Volkswagen **BCE :** Banques **Allemagne :** Bundestag **Danemark :** Groenland - Croissance verte **Espagne :** Méditerranée **France :** Italie **Grèce :** Partis **Luxembourg :** Formateur **Ukraine :** Relations/UE **Défense :** OTAN - AED **Conseil de l'Europe :** droits/homme **Eurostat :** Dette - Forêts **Culture :** Expo/Rome - Expo/Francfort - Expo/Paris - Expo/Vienne - Expo/Vérone

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Hommage à Tadeusz Mazowiecki



La Fondation Robert Schuman perd un ami. Tadeusz Mazowiecki vient de nous quitter. Il fut celui qui rendit possible la transition démocratique en Pologne. Premier "Premier ministre" du 1er gouvernement issu de la table ronde puis des élections de 1989, il sut conduire cette phase particulièrement délicate de l'histoire de la Pologne avec une détermination sans faille mais aussi une intelligence exceptionnelle. L'amour de son pays, sa foi solide, ses convictions démocratiques et européennes s'incarnaient dans une douce expression, que seule permet la force de la certitude. Certitude de la vocation européenne de son pays, certitude que la liberté triompherait du totalitarisme, mais aussi courage physique et moral ; voilà ce qui caractérisait Tadeusz Mazowiecki qui manquera à la Pologne : un grand Européen... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) |

"Contre l'immigration clandestine, il faut conditionner les aides"

Le 22 octobre 2013, le président de la Fondation Robert Schuman, Jean-



Dominique Giuliani, a signé un article dans le journal Le Monde, indiquant des solutions à proposer par la France aux autres Etats membres de l'UE dans le cadre du Conseil européen des 24 et 25 octobre, pour lutter contre l'immigration clandestine. Il a également participé à l'émission "Du grain à moudre" sur France culture sur ce même sujet. Il appelle à "traiter le problème au fond", en développant la coopération avec les pays de départ, en renforçant l'aide au développement et en luttant contre l'immigration clandestine... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Régionalisation et décentralisation en Europe



Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe tiendra sa session plénière du 29 au 31 octobre 2013 à Strasbourg sur le thème : " l'Europe en crise - les défis de la démocratie locale et régionale". Dans le cadre de cette session, Magali Balent, directrice des projets de la Fondation Robert Schuman, interviendra le 30 octobre dans une table ronde consacrée à "la régionalisation et la décentralisation en Europe dans un contexte de crise économique - évolutions récentes"... [Lire la suite](#)

Quelle(s) identité(s) pour l'Europe ?



Les actes du colloque "Europe : cultures et politiques", centré sur les enjeux identitaires en Europe, organisé en juin 2013 à l'Assemblée nationale par l'Institut d'Histoire sociale et auquel la Fondation Robert Schuman a participé, viennent de paraître dans la revue Histoire et Libertés (numéro 52). Le président de la Fondation Robert Schuman, Jean-Dominique Giuliani, ainsi que la directrice des projets, Magali Balent, figurent parmi les contributeurs de ce numéro. La revue est en vente dans les grandes librairies, sur le site de l'Institut d'Histoire sociale... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Elections :

République tchèque : courte victoire des sociaux-démocrates, sans majorité



Le Parti social-démocrate (CSSD) est arrivé en tête du scrutin avec seulement 20,45% des suffrages et 50 sièges (-6 par rapport aux élections législatives des 28-29 mai 2010). ANO 2011 a réussi une percée en obtenant 18,65% des voix et 47 sièges. Le Parti communiste est arrivé en 3e position avec 14,91% des suffrages et 33 sièges (+7). Top 09 a obtenu 11,99% et 26 sièges, (-15), le Parti démocrate-civique (ODS), 7,72% et 16 sièges, (-37), Usvit 6,88% et 14 sièges, enfin le KDU-CSL de Pavel Belobradek revient au Parlement après trois ans d'absence avec 6,78% et 14 sièges. La participation s'est élevée à 59,48%, soit -5 points par rapport au scrutin législatif des 28-29 mai 2010. Il va donc être difficile de constituer une coalition gouvernementale majoritaire... [Lire la suite](#)

Victoire de Giorgi Margvelashvili dès le 1er tour



Giorgi Margvelashvili (Rêve géorgien-Géorgie démocratique), candidat du pouvoir en place, a été élu à la présidence de la République de Géorgie dès le 1er tour de scrutin avec 62,12% des suffrages devant Davit Bakradze (Mouvement national uni, ENM) qui a obtenu 21,72% des voix et Nino Bourdjanadze, dirigeante du Mouvement démocratique-Géorgie unie, 10,18%. La participation s'est élevée à 46,6%, soit -17,87 points par rapport à l'élection présidentielle du 5 janvier 2008. Bidzina Ivanichvili, Premier ministre, a annoncé qu'il quitterait son poste le 24 novembre prochain. 3 personnes sont pressenties pour lui succéder : le ministre de l'Intérieur, Irakli Garibashvili, celui de la Défense, Irakli Alasania, et le vice-Premier ministre, Kakha Kaladze, qui est le favori. Qu'advient-il aussi du président sortant, Mikheil Saakachvili, qui ne pouvait pas se représenter?.. [Lire la suite](#)

Crise financière :

Allemagne : prévisions de croissance pour 2014



Le 23 octobre 2013, le gouvernement allemand a présenté ses nouvelles prévisions de croissance. "L'économie allemande est de nouveau sur une solide courbe de croissance ", a résumé le ministre sortant de l'Economie, Philipp Rösler. D'après les prévisions, le PIB allemand progresserait un peu plus que prévu en 2014. Si pour 2013 Berlin continue de tabler sur une progression du PIB de 0,5%, en revanche, la prévision pour 2014 a été relevée à 1,7%. Le taux de chômage devrait redescendre

Espagne : Sortie de la récession mais le chômage reste fort (25,98%)



Selon les chiffres publiés par la Banque centrale espagnole le 23 octobre 2013, le pays a enregistré une croissance de 0,1% du PIB au cours du troisième trimestre de l'année 2013 après neuf mois consécutifs de récession. Selon les chiffres publiés par l'Institut national de la statistique (INE) le 24 octobre 2013, le chômage a baissé entre juillet et septembre, s'établissant à 25,98%, pour le deuxième trimestre consécutif. Au troisième trimestre, le pays a enregistré 5 904 700 chômeurs, soit 72 800 de moins qu'au trimestre précédent, a annoncé l'INE. Au trimestre précédent, le taux de chômage en Espagne se situait à 26,26%... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

France : le chômage à la hausse en septembre



Selon les données publiées par Pôle emploi le 24 octobre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) inscrits fin septembre a augmenté de 60 000. Il s'établit à 3 295 700 en France métropolitaine. Ce nombre est en hausse de 1,9% (+60 000), après une baisse de 1,5% en août (-50 000). Au final, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A a augmenté de 0,3% (+10 000) entre juillet et septembre 2013. Sur un an, il croît de 8,1%. En tenant compte des personnes ayant exercé une activité réduite (catégorie B et C), les demandeurs d'emploi de septembre sont 4 843 400 (5 141 000 avec les départements d'Outre-mer)... [Lire la suite](#)

Cinquième rapport de la Task Force sur la Grèce



Le 22 octobre 2013, la Commission européenne a publié son cinquième rapport sur l'assistance technique du groupe de travail pour la Grèce (Task Force for Greece - TFGR). Ce groupe de travail soutient la Grèce dans la mise en place de réformes structurelles. Il a, par exemple, aidé à libérer des investissements pour des infrastructures, soutenu les réformes de l'administration publique, rendu la gestion des fonds structurels de l'Union plus efficace, contribué à la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni : croissance de 0,8% au 3e trimestre



Selon une estimation de l'office britannique des statistiques publiée le 25 octobre 2013, la croissance britannique s'est inscrite à 0,8% au troisième trimestre, son plus haut niveau depuis trois ans, après 0,4% au premier trimestre et 0,7% au deuxième trimestre. En très nette accélération depuis le printemps, l'économie britannique tire profit de l'activisme monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE), qui favorise le rebond du marché immobilier, et de la consommation... [Lire la suite](#)

Conseil européen :

Décisions du Conseil européen des 24 et 25 octobre



Les 24 et 25 octobre 2013, les 28 chefs d'Etat et de gouvernement ont insisté sur l'importance de l'économie numérique pour renforcer la productivité, la croissance et la compétitivité. Après les révélations sur les écoutes américaines, ils ont insisté sur la directive sur la cyberprotection et sur la protection des données pour atteindre l'objectif d'un marché unique digital en 2015. La France et l'Allemagne ont lancé une initiative commune, soutenue par les autres Européens, pour tenter de trouver avec les Etats-Unis un terrain d'entente sur la question du renseignement. La mise en place du mécanisme de supervision bancaire a été saluée comme une étape décisive vers l'Union bancaire. Enfin, en réaction aux événements tragiques en Méditerranée, les chefs d'Etat et de gouvernement expliquent qu'il faut agir aux racines de ces flux migratoires incontrôlés et notamment dans les pays d'origine et de transit. Ils appellent à un renforcement de Frontex mais d'autres outils tels que la Task Force pour la Méditerranée. La Commission présentera un rapport sur ce point les 5 et 6 novembre prochains... [Lire la suite](#)

Commission :

Une déclaration de TVA normalisée dans l'Union

TVA

Le 23 octobre 2013, la Commission européenne a proposé l'introduction d'une déclaration de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) normalisée au niveau de l'Union européenne, impliquant que les entreprises fournissent les mêmes informations de base, dans les mêmes délais, partout dans l'Union. Les objectifs sont de diminuer les coûts pour les entreprises de l'Union, de réduire les formalités administratives et d'accomplir par les entreprises, de faciliter le respect des obligations fiscales et de rendre plus efficaces les administrations fiscales des Etats membres... [Lire la suite](#)

Programme de travail de la Commission en 2014



Le 22 octobre 2013, la Commission européenne a adopté son programme de travail pour 2014 et met l'accent sur l'emploi, l'achèvement de l'Union bancaire, un marché unique et la stratégie numérique. Par ailleurs, la Commission insiste pour que le cadre financier pluriannuel 2014-2020 entre en vigueur afin de lutter contre le chômage des jeunes. Enfin, pour la première fois, une liste de propositions législatives qui ont déjà été adoptées a été incluse dans le programme de travail, afin de mettre en avant les projets législatifs ayant de grandes chances d'aboutir dans les prochains mois... [Lire la suite](#)

Rencontres pour le commerce UE-Chine et UE-Japon



Le 24 octobre 2013, la quatrième réunion du dialogue économique et commercial de haut niveau entre l'Union européenne et la Chine s'est concentrée sur les défis et opportunités de coopérer et d'ouvrir leurs économies. Les négociations visent à ce que le commerce soit plus équilibré, à augmenter les opportunités commerciales et à renforcer la coopération économique. Par ailleurs, le troisième cycle de négociations sur un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon s'est tenu à Bruxelles, entre le 21 et le 25 octobre 2013. Chacune des parties a examiné les questions relatives aux obstacles non tarifaires, à la poursuite de l'ouverture des marchés publics japonais et au futur texte de l'accord de libre-échange... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Aide aux réfugiés syriens



La Commission européenne a annoncé le 28 octobre 2013 avoir débloqué une nouvelle enveloppe de 85 millions d'euros pour assister les réfugiés syriens, dont 5 millions pour aider les étudiants de ce pays à poursuivre des études en Europe. La moitié, soit 40 millions, seront dépensés en Syrie pour des programmes de santé et d'éducation menés sous couvert de l'Unicef et pour financer des actions de l'Unesco. 40 millions seront alloués à des actions pour aider les Syriens déplacés en Jordanie... [Lire la suite](#)

Parlement :

Aung San Suu Kyi reçoit le prix Sakharov qui lui avait été décerné en ... 1990



Le 22 octobre 2013, lors d'une cérémonie au Parlement européen, à Strasbourg, l'opposante birmane Aung San Suu Kyi a pu enfin recevoir le prix Sakharov qui lui avait été décerné en 1990, soit il y a 23 ans. Elle a en effet été privée de sa liberté pendant 15 ans, avant d'être libérée en 2010 et élue députée aux élections législatives partielles de 2012... [Lire la suite](#)

Budget : combler celui de 2013 et s'accorder pour 2014



Pour l'année 2013, les députés européens ont approuvé, le 24 octobre 2013, par 428 voix, contre 44 et 76 abstentions, un budget rectificatif de 2,7 milliards d'euros afin d'éviter que l'Union européenne ne se trouve en cessation de paiement. Par ailleurs, ils ont annulé, le 23 octobre, par 480 voix, contre 119 et 86 abstentions, la baisse des investissements en faveur de l'emploi et de la croissance proposée par le Conseil pour le budget 2014. Ils ont rétabli les financements en matière de politique internationale comme l'aide humanitaire au Proche-Orient ou encore l'aide aux réfugiés syriens. Ils ont ajouté des fonds pour l'agence de gestion des frontières extérieures, Frontex. A la suite de ce vote, une période de conciliation de 21 jours a débuté pour trouver un accord sur le budget 2014... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Renforcement de la sécurité des dispositifs médicaux



Le 22 octobre 2013, les députés européens ont adopté par 569 voix, contre 79 et 44 abstentions, des mesures rendant plus strictes la surveillance et les procédures de certification afin de garantir la sécurité et la traçabilité des dispositifs médicaux comme les prothèses de hanche ou les implants mammaires. Par ailleurs, ils ont adopté par 525 voix, contre 21 et 132 abstentions, le renforcement des critères éthiques et de la transparence des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro utilisés par exemple lors de tests ADN, de grossesse ou de diabète... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

[Suspension de l'accord UE-États-Unis suite à l'espionnage des données bancaires](#)



Le 23 octobre 2013, les députés européens ont demandé par 280 voix, contre 254 et 30 abstentions, dans une résolution non contraignante, la suspension du programme de surveillance du financement du terrorisme (TFTP) avec les États-Unis. Cette requête fait suite aux allégations d'espionnage par l'Agence de sécurité nationale (NSA) américaine des données bancaires de citoyens européens, gérées par l'entreprise SWIFT. Par ailleurs, les députés invitent les États membres de l'Union à autoriser une enquête du Centre de lutte contre la cybercriminalité d'Europol... [Lire la suite](#)

["Lampedusa devrait être un tournant pour l'Europe"](#)



Le 23 octobre 2013, les députés européens ont rappelé, dans une résolution non législative, faisant suite aux événements survenus au large de Lampedusa, que les États membres ont le devoir juridique d'aider les migrants en détresse en mer et que l'accès licite au territoire de l'Union doit être préféré à l'accès illicite. Ils les ont également appelés à être solidaires, responsables, et à coordonner leurs efforts. Enfin, le Parlement européen a déclaré que "Lampedusa devrait être un tournant pour l'Europe"... [Lire la suite](#)

[Le Parlement européen lutte contre le crime organisé](#)



Le 23 octobre 2013, les députés européens ont adopté, par 526 voix, 25 contre et 87 abstentions, une résolution non législative qui vise à lutter contre le crime organisé, la corruption et le blanchiment d'argent dans le cadre d'un plan d'action pour la période 2014-2019. Europol précise qu'environ 3 600 organisations criminelles internationales opèrent dans l'Union en 2013. Parmi les mesures prioritaires pour lutter contre ces crimes figurent le gel et la confiscation de biens. Par ailleurs, les députés ont réitéré leur demande de créer un Parquet européen pour coordonner les enquêtes nationales et combattre des crimes qui affectent les intérêts financiers de l'UE. Enfin, ils ont demandé des sanctions plus strictes contre les trafiquants d'êtres humains et une meilleure protection des victimes afin d'éradiquer le trafic d'êtres humains et le travail forcé... [Lire la suite](#)

Conseil :

[Adoption du système de surveillance des frontières : EUROSUR](#)



Le 22 octobre 2013, les 28 ministres en charge des Affaires européennes ont adopté le règlement créant le système européen de surveillance des frontières (EUROSUR) qui vise à renforcer les contrôles aux frontières de l'espace Schengen. Ils se sont mis d'accord pour ouvrir, le 5 novembre, le chapitre 22 sur la politique régionale et la coordination d'instruments structurels dans le cadre des négociations d'adhésion de la Turquie après trois ans de paralysie. Ce dernier point risque d'être mal compris par de nombreux citoyens... [Lire la suite](#)

[Renforcer la dimension sociale de l'UEM](#)



Le 24 octobre 2013, lors du Sommet social, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et la présidente de la Lituanie, Dalia Grybauskaitė, se sont réunis avec les partenaires sociaux afin de renforcer la dimension sociale de l'Union européenne et de la zone euro. Les discussions se sont concentrées sur la proposition de la Commission de renforcer la dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM). L'objectif est d'impliquer davantage les partenaires sociaux et d'assurer un dialogue social efficace au niveau national et européen... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Diplomatie :

Déclaration des Amis de la Syrie



Le 22 octobre 2013, le groupe des Amis de la Syrie (Allemagne, Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis, France, Italie, Jordanie, Qatar, Royaume-Uni et Turquie), réuni à Londres, a rencontré des représentants de la Coalition nationale syrienne et annoncé dans un communiqué qu'il soutenait la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU selon laquelle il faut mettre en place un gouvernement de transition en Syrie. "Assad et ses proches associés [...] ne joueront aucun rôle en Syrie" ont affirmé les 11 membres. Ils ont également condamné l'escalade de violences dans les actes du régime syrien. Pour finir, ils ont rappelé leur soutien à l'opposition syrienne tout en l'invitant à se joindre aux négociations de paix de la conférence de Genève II prévue en novembre 2013... [Lire la suite](#)

Cour de Justice :

La loi Volkswagen respecte la libre circulation des capitaux



Le 22 octobre 2013, la Cour de Justice de l'Union européenne a refusé que des sanctions soient infligées à l'Allemagne concernant la "loi Volkswagen". En 2005, la Commission avait saisi la Cour de Luxembourg estimant que trois dispositions de la loi Volkswagen étaient contraires à la libre circulation des capitaux garantie par l'Union. A la suite de l'arrêt de la Cour en 2007, l'Allemagne avait abrogé deux premières dispositions, mais maintenu la mesure sur la minorité de blocage réduite. La Commission avait saisi à nouveau la Cour de justice européenne. Dans son arrêt du 22 octobre 2013, la Cour a précisé que la disposition sur la minorité réduite n'était pas contraire à la libre circulation des capitaux ; en conséquence, l'Allemagne s'est conformée aux obligations résultant de l'arrêt de 2007... [Lire la suite](#)

BCE :

Critères d'évaluation des bilans des banques de la zone euro



Le 23 octobre 2013, la Banque centrale européenne (BCE) a présenté ses critères d'évaluation des bilans des banques dans la zone euro. La BCE souligne que cet état des lieux se doit d'assurer la transparence des banques et d'encourager le retour de la confiance des investisseurs privés. La BCE précise qu'elle demandera aux 124 banques concernées un ratio de fonds propres de 8%, et qu'elle examinera les risques présentés par leur bilan, en se penchant sur leurs liquidités, leur endettement et leur financement... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Allemagne :

Séance constitutive du Bundestag



Un mois après le scrutin législatif du 22 septembre 2013, les députés du Bundestag se sont réunis pour une séance constitutive le 22 octobre. Norbert Lammert (CDU/CSU) a été réélu président du Bundestag par 591 voix. Cette 18e législature comprend 631 élus, dont 230 nouveaux. Le plus jeune élu est âgé de 26 ans, le plus âgé de 78 ans. 402 hommes et 229 femmes soit 36,29%, ce qui est le taux le plus élevé dans l'histoire du Bundestag. Selon le tableau des femmes au sein des 28 Parlements nationaux publié par la Fondation Robert Schuman, l'Allemagne se situe au 8ème rang. Elle est au-dessus de la moyenne européenne s'établissant à 27,19%... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Danemark :

Le Groenland lève l'interdiction de l'exploitation minière sur l'île



Après des années d'hésitation, le Groenland a décidé de se lancer dans l'aventure minière en accordant sa première grande concession dans le fer et en s'ouvrant à l'exploitation de son uranium. Ce territoire autonome du Danemark compte sur ses ressources en minerais pour développer une économie qui dépend des subsides versés par Copenhague, de la pêche, la chasse et l'élevage. Son sous-sol est riche et la fonte des glaces le rend plus accessible. Le ministre de l'Industrie et des Minerais, Jens-Erik Kirkegaard, a lancé le 24 octobre 2013 un signal aux investisseurs. Le gouvernement a délivré à une compagnie minière britannique, London Mining, un permis d'exploitation pour 30 ans d'un gisement de fer qui devrait produire 15

millions de tonnes par an. Le Parlement a abrogé, par 15 voix contre 14, l'interdiction qui pesait depuis 1988 sur l'extraction de l'uranium... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Forum mondial sur la croissance verte



Les 21 et 22 octobre 2013, Copenhague a accueilli le troisième Forum mondial sur la croissance verte. Cette année, le forum s'est concentré sur la thématique de "l'amélioration de l'efficacité des ressources dans la chaîne de valeur". Il a réuni 450 personnalités issues du monde de l'entreprise, du secteur public et de la société civile dans le but de créer des partenariats public-privé pour le développement durable. A cette occasion, le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé à une transition vers l'énergie propre pour le développement durable. Plusieurs points ont été négociés entre les participants : le financement pour trouver des solutions aux pertes d'eau urbaines ; la réduction du gaspillage alimentaire ; la libéralisation du commerce vert ; la gestion des ressources en eau ainsi que l'approvisionnement public en infrastructures écologiques... [Lire la suite](#)

Espagne :

Forum économique de la Méditerranée occidentale (Dialogue 5+5)



Le 23 octobre 2013 s'est tenu le premier Forum économique de la Méditerranée occidentale (Dialogue 5+5) au siège de l'Union pour la Méditerranée et a réuni dix pays (Algérie, Espagne, France, Italie, Libye, Malte, Mauritanie, Maroc, Portugal, et Tunisie). Rassemblant des chefs d'entreprises et des représentants de haut niveau des principales entreprises et associations patronales de la Méditerranée occidentale, cet événement visait à renforcer la coopération économique entre les pays d'Europe occidentale et la région du Maghreb. Le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, dans son discours introductif, a abordé le sujet de l'immigration qui nécessite, selon lui, une solution au niveau européen et un contrôle des flux migratoires à partir des pays d'origine et de transit... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

France :

Entretien du Premier ministre français avec le Président du Conseil italien



Le Premier ministre français, Jean-Marc Ayrault, a reçu le 25 octobre 2013, le président du Conseil italien, Enrico Letta. Ils ont discuté des réformes en cours en France et en Italie, de la situation en Europe et des relations bilatérales dans la perspective du prochain sommet franco-italien, qui aura lieu à Rome, en novembre. Les échanges ont également porté sur les principaux enjeux européens, qu'il s'agisse de la mise en place de l'union bancaire, des suites données au drame de Lampedusa ou de la protection des données personnelles... [Lire la suite](#)

Grèce :

Le parlement grec suspend le financement public du parti "Aube dorée"



Le 23 octobre 2013, le parlement grec a adopté par 235 voix sur 300 un texte qui prévoit "la suspension de toute aide de l'Etat à un parti dont le dirigeant (...) ou un dixième des élus sont poursuivis pour constitution ou participation à une organisation criminelle", ce qui est le cas de l'Aube dorée. En 2013, ce parti, qui compte 18 élus au parlement, avait reçu un financement public de 873 000 euros... [Lire la suite](#)

[suite](#)

Luxembourg :

Xavier Bettel chargé de former le gouvernement



Le 25 octobre 2013, Xavier Bettel, maire de Luxembourg et chef du parti démocratique, a été chargé de former le prochain gouvernement du Luxembourg du fait de sa volonté de faire une coalition gouvernementale avec les socialistes et les Verts. De ce fait est évincé Jean-Claude Juncker, Premier ministre depuis 1995 et dont le parti (CVS) était pourtant arrivé en tête le 20 octobre dernier lors du scrutin législatif. "Ayant pris acte de la volonté" des trois partis "de former le nouveau gouvernement", le chef de l'Etat, le Grand-Duc Henri, a reçu Xavier Bettel "pour le charger de la formation du nouveau gouvernement"... [Lire la suite](#)

Ukraine :

La diplomatie européenne cherche une solution dans l'affaire Timochenko



Le 23 octobre 2013, les députés européens ont approuvé une résolution dans laquelle ils réitèrent leur souhait de voir l'UE signer un accord d'association avec l'Ukraine lors du Sommet de Vilnius, prévu les 28 et 29 novembre prochains. Cependant, ils soulignent que cette signature ne se fera que si les conditions établies par les ministres européens des Affaires étrangères en décembre 2012 sont remplies. Le 22 octobre 2013, les ministres des Affaires étrangères polonais, Radosław Sikorski, et suédois, Carl Bildt, ont rencontré le président ukrainien, Viktor Yanoukovich, pour demander une solution rapide dans l'affaire Timochenko. Par ailleurs, lors du conseil des Affaires étrangères du 21 octobre 2013, le ministre allemand, Guido Westerwelle, a souligné la nécessité de la libération de Mme Timochenko afin de signer l'accord d'association avec l'UE... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Défense :

Cyberdéfense, défense antimissile, interconnexion



Les 22 et 23 octobre 2013, les ministres de la Défense des pays de l'organisation du traité atlantique nord (OTAN) ont avancé sur le dossier de l'interconnexion des forces et se sont engagés à organiser davantage d'entraînements et d'exercices afin de préserver l'expérience acquise en Afghanistan et au Kosovo. Concernant la cyberdéfense, l'OTAN est en bonne voie pour accroître sa capacité à protéger ses propres réseaux. Par ailleurs, les ministres ont examiné avec leur homologue afghan, Bismillah Khan Mohammadi, les progrès accomplis en Afghanistan ainsi que les missions de formation, de conseil et d'assistance pour les forces de sécurité afghanes qui devraient être lancées après 2014. Enfin, lors du conseil OTAN-Russie, les ministres n'ont pas réussi à résoudre leurs profondes divergences sur le dossier sensible de la défense antimissile... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Le mandat de la directrice de l'AED prolongé



Claude-France Arnould a reçu un nouveau mandat d'une année pour sa reconduction en tant que directrice exécutive de l'Agence européenne de Défense sur les recommandations de Catherine Ashton, haute représentante pour les affaires extérieures de l'Union européenne. Madame Arnould était en fonction pour un mandat initial de trois ans et sera donc à la tête de l'agence jusqu'au 15 janvier 2015... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Publication du troisième rapport général d'activités du GRETA



Le groupe d'experts du Conseil de l'Europe contre la traite des êtres humains (GRETA) a publié son troisième rapport général d'activités. Ce rapport établit le bilan des activités du GRETA du 1er août 2012 au 31 juillet 2013. Il exhorte les États signataires de la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains à renforcer leur lutte contre les trafics d'êtres humains en tous genres. Le président du GRETA, Nicolas Le Coz, émet le souhait, dans l'introduction du rapport, d'initier une nouvelle vague de ratifications de la Convention. Il met également en exergue sa volonté d'associer plus amplement le secteur privé et les médias dans la lutte contre le trafic d'êtres humains. Depuis l'entrée en vigueur de la Convention, il y a cinq ans, le groupe agit pour une protection et une indemnisation des victimes de traite dans les différents États membres... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Dettes publiques de la zone euro et de l'UE en hausse à 93,4% et 86,8% du PIB



Selon les chiffres publiés par Eurostat le 23 octobre 2013, à la fin du deuxième trimestre 2013, le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est établi à 93,4% dans la zone euro, contre 92,3% à la fin du premier trimestre 2013. Dans l'Union européenne, le ratio a augmenté, passant de 85,9% à 86,8%. Par rapport au deuxième trimestre 2012, le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est accru tant dans la zone euro (de 89,9% à 93,4%) que dans l'Union européenne (de 84,7% à 86,8%)... [Lire la suite](#)

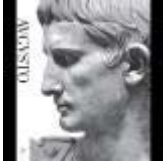
40% du territoire de l'Union européenne couvert par des forêts



Le 25 octobre 2013, Eurostat a indiqué que le territoire de l'Union européenne en 2012 était couvert à 40% par des forêts et autres terres boisées, à 25% par des sols cultivés, à 20% par des prairies et uniquement à 5% par des zones artificielles telles que les bâtiments, les routes et les réseaux de chemins de fer. Les forêts et autres terres boisées couvrent plus de la moitié de la Suède (76%), de la Finlande (72%), de l'Estonie (61%), de la Slovénie (60%) et de la Lettonie (56%)... [Lire la suite](#)

Culture :

Exposition sur l'Empereur romain Auguste



Jusqu'au 9 février 2014, les Ecuries du "Quirinale" de Rome consacrent une exposition à l'Empereur romain Auguste. Cette dernière est organisée dans le cadre des 2 000 ans de sa mort en 14 de notre ère. L'exposition présente les étapes de l'histoire d'Auguste. Fils adoptif et petit-fils de César, Auguste a mis un terme aux luttes sanglantes de la République romaine en mettant en place l'Empire. Sa principauté a duré pas moins de 40 ans, le plus long règne de l'histoire de Rome. L'exposition présente une sélection d'oeuvres (statues, portraits, meubles en bronze, en argent et en verre, etc.)... [Lire la suite](#)

Francfort célèbre Albrecht Dürer



Le Städelmuseum à Francfort consacre une exposition à l'artiste allemand le plus célèbre de la Renaissance, Albrecht Dürer (1471-1528). 190 de ses oeuvres sont à voir au musée Städel jusqu'au 2 février 2014, une exposition qui témoigne de l'influence de l'artiste sur ses contemporains et de la variété de ses productions : peintures, gravures, dessins, pièces d'orfèvrerie. Cette exposition met notamment en lumière sa quête de l'harmonie à travers l'étude des mathématiques et de la géométrie... [Lire la suite](#)

Exposition Jordaens au Petit Palais



Jusqu'au 19 janvier 2014, le Petit Palais organise une exposition intitulée "Jordaens 1593-1578 - La gloire d'Anvers". Grâce aux prêts d'oeuvres exceptionnelles consentis par les plus grands musées français et internationaux, les cent vingt oeuvres rassemblées au Petit Palais permettront d'évoquer la richesse et la variété de son inspiration, des portraits de famille aux grandes compositions religieuses, des fameux proverbes et scènes de banquet aux cartons de tapisserie... [Lire la suite](#)

Emil Nolde au Belvédère à Vienne



Le musée du Belvédère à Vienne présente jusqu'au 2 février 2014 des oeuvres du peintre expressionniste allemand Emil Nolde (1867-1956). Il s'agit d'une sélection issue de la collection de la Fondation Seebüll Ada et Emil Nolde, qui comprend des paysages, des scènes de la métropole berlinoise, des motifs religieux et certains cycles de ses "images non peintes"... [Lire la suite](#)

Vérone : le paysage dans la peinture du XVème au XIXème siècles



Jusqu'au 9 février 2014, le Palais de la "Gran Guardia" à Vérone consacre une exposition au paysage dans la peinture européenne du XVème au XIXème siècles autour, notamment, de l'impressionnisme et de l'art de Monet. L'exposition compte 90 oeuvres et, parmi les artistes présentés, on retrouve des peintures de Canaletto, Monet, Renoir, Degas, Manet, Gauguin et Van Gogh... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



27 au 29 octobre
Vilnius

Conférence des organes parlementaires spécialisés dans les affaires de l'Union (COSAC)



28 et 29 octobre

Bucarest

Forum annuel de la stratégie de l'UE pour la région du Danube

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Charles de Marcilly ;
Antonello Cadinu, Victoria de Posson, Anouk Richard, Bianka Szirják

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)